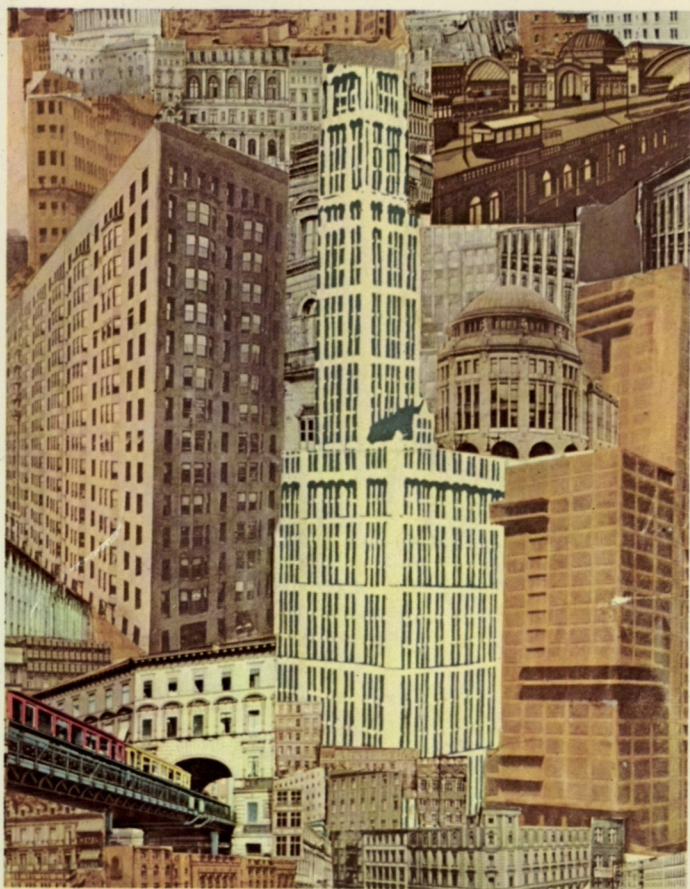


henri lefebvre la révolution urbaine



Extrait de la publication

idées / gallimard

COLLECTION IDÉES

Henri Lefebvre

La Révolution urbaine

nrf

Gallimard

***Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation
réservés pour tous les pays.***

© Éditions Gallimard, 1970.

CHAPITRE PREMIER

De la ville à la société urbaine

Nous partirons d'une hypothèse : *l'urbanisation complète de la société*, hypothèse qu'il y aura lieu de soutenir par des arguments, d'étayer par des faits. Cette hypothèse implique une définition. Nous appellerons « société urbaine » la société qui résulte de l'urbanisation complète, aujourd'hui virtuelle, demain réelle.

Cette définition met fin à l'ambiguïté dans l'emploi des termes. En effet, on désigne souvent par ces mots, « société urbaine », n'importe quelle ville ou cité : la cité grecque, la ville orientale ou médiévale, la ville commerciale ou industrielle, la petite ville ou la mégalopolis. Dans une extrême confusion, l'on oublie ou l'on met entre parenthèses les rapports sociaux (les rapports de production) dont chaque type urbain est solidaire. On compare les unes aux autres des « sociétés urbaines » qui n'ont rien de comparable. Ce qui sert des idéologies sous-jacentes : *l'organicisme* (chaque « société urbaine », prise à part, serait un « tout » organique), le *continuisme* (il y aurait continuité historique ou permanence de la « société urbaine »), *l'évolutionnisme* (les périodes,

les transformations des rapports sociaux s'estompant ou disparaissant).

Ici, nous réserverons le terme « société urbaine » à la société qui naît de l'industrialisation. Ces mots désignent donc la société constituée par ce processus lui-même dominant et résorbant la production agricole. Cette société urbaine ne se conçoit qu'à la fin d'un processus au cours duquel *éclatent* les anciennes formes urbaines, héritées de transformations *discontinues*. Un aspect important du problème théorique, c'est d'arriver à situer les discontinuités par rapport aux continuités et inversement. Comment y aurait-il des discontinuités absolues sans continuités sous-jacentes, sans support et sans processus inhérent ? Réciproquement, comment y aurait-il continuité sans crises, sans apparitions d'éléments ou de rapports nouveaux ?

Les sciences spécialisées (c'est-à-dire la sociologie, l'économie politique, l'histoire, la géographie humaine, etc.) ont proposé de nombreuses appellations pour caractériser « notre » société, réalité et tendances profondes, actualité et virtualités. On a pu parler de société industrielle et plus récemment de société post-industrielle, de société technicienne, de société d'abondance, de loisirs, de consommation, etc. Chacune de ces dénominations comporte une part de vérité empirique ou conceptuelle, une part d'exagération et d'extrapolation. Pour nommer la société *post-industrielle*, c'est-à-dire celle qui naît de l'industrialisation et lui succède, on propose ici ce concept : *société urbaine*, qui désigne la tendance, l'orientation, la virtualité, plutôt qu'un fait accom-

pli. Ce qui par conséquent n'enlève rien à telle caractérisation critique de la réalité contemporaine, par exemple à l'analyse de la « société bureaucratique de consommation dirigée ».

Il s'agit d'une *hypothèse théorique* que la pensée scientifique a le droit de formuler et de prendre comme point de départ. Non seulement cette procédure est courante dans les sciences, mais elle est nécessaire. Pas de science sans hypothèses théoriques. Soulignons dès maintenant que notre hypothèse, qui concerne les sciences dites « sociales », est solidaire d'une conception épistémologique et méthodologique. La connaissance n'est pas nécessairement copie ou reflet, simulacre ou simulation d'un objet *déjà* réel. Inversement, elle ne construit pas nécessairement son objet au nom d'une théorie préalable de la connaissance, d'une théorie de l'objet ou des « modèles ». Pour nous, ici, l'objet s'inclut dans l'hypothèse, l'hypothèse porte sur l'objet. Si cet « objet » se situe au-delà du constatable (empirique), il n'est pas pour autant fictif. Nous posons un *objet virtuel*, la société urbaine, c'est-à-dire un *objet possible*, dont nous aurons à montrer la naissance et le développement, en relation avec un *processus* et une *praxis* (une action pratique).

Que cette hypothèse doive se légitimer, nous ne cesserons pas de le répéter et de le tenter. Les arguments et preuves en sa faveur ne manquent pas, des plus simples aux plus subtils.

Faut-il rappeler longuement que la production agricole a perdu dans les grands pays industriels et

à l'échelle mondiale toute autonomie? qu'elle ne représente plus ni le secteur principal ni même un secteur doté de caractères distinctifs (si ce n'est le sous-développement)? Si les particularités locales et régionales en provenance des temps où prédominait l'agriculture n'ont pas disparu, si même les différences qui en proviennent s'accroissent ici et là, il n'en reste pas moins que la production agricole se change en secteur de la production industrielle, subordonnée à ses impératifs, soumise à ses contraintes. Croissance économique, industrialisation, devenues à la fois causes et raisons suprêmes, étendent leurs effets à l'ensemble des territoires, régions, nations, continents. Résultat : le groupement traditionnel propre à la vie paysanne, à savoir le village, se transforme ; des unités plus vastes l'absorbent ou le recouvrent ; il s'intègre à l'industrie et à la consommation des produits de cette industrie. La concentration de la population accompagne celle des moyens de production. *Le tissu urbain* prolifère, s'étend, corrode les résidus de vie agraire. Ces mots : « le tissu urbain », ne désignent pas de façon étroite le domaine bâti dans les villes, mais l'ensemble des manifestations de la prédominance de la ville sur la campagne. Dans cette acception, une résidence secondaire, une autoroute, un supermarché en pleine campagne, font partie du tissu urbain. Plus ou moins dense, plus ou moins épais et actif, il n'épargne que les régions stagnantes ou déperissantes, vouées à la « nature ». Pour les producteurs agricoles, les « paysans », se profile à l'horizon l'*agroville*, le vieux village disparaissant. Promis par N. Khrouchtchev

aux paysans soviétiques, l'agroville se réalise ici et là dans le monde. Aux États-Unis, sauf dans certaines régions du Sud, les paysans ont virtuellement disparu ; ne persistent que des îlots de pauvreté paysanne, à côté des îlots de pauvreté urbaine. Pendant que suit son cours cet aspect du processus global (industrialisation et/ou urbanisation), la grande ville a éclaté, donnant lieu à des protubérances douteuses : banlieues, ensembles résidentiels ou complexes industriels, bourgades satellites, peu différentes des bourgs urbanisés. La petite et la moyenne cité deviennent des dépendances, des semi-colonies de la métropole. C'est ainsi que notre hypothèse s'impose à la fois comme point d'arrivée des connaissances acquises et comme point de départ d'une nouvelle étude et de nouveaux projets : l'urbanisation accomplie. L'hypothèse anticipe. Elle prolonge la tendance fondamentale du présent. A travers et au sein de la « société bureaucratique de consommation dirigée », la société urbaine est en gestation.

Argument négatif, preuve par l'absurde : aucune autre hypothèse ne convient, aucune autre ne couvre l'ensemble des problèmes. Société post-industrielle ? On pose une question : qu'est-ce qui vient après l'industrialisation ? Société de loisirs ? On se contente d'une partie de la question ; on limite l'examen des tendances et virtualités aux « équipements », attitude réaliste qui n'enlève rien à la démagogie de cette définition. Consommation massive s'accroissant indéfiniment ? On se contente de prendre les indices actuels et *d'extrapoler*, risquant ainsi de *réduire* réalité

et virtualités à un seul de leurs aspects. Et ainsi de suite.

L'expression « société urbaine » répond à un besoin théorique. Il ne s'agit pas seulement d'une présentation littéraire ou pédagogique, ni d'une mise en forme du savoir acquis, mais d'une élaboration, d'une recherche, voire d'une formation de concepts. Un mouvement de la pensée vers *un certain concret* et peut-être *vers le concret* s'esquisse et se précise. Ce mouvement, s'il se confirme, ira vers une pratique, la *pratique urbaine*, saisie ou re-saisie. Sans doute y aura-t-il un seuil à franchir avant d'entrer dans le concret, c'est-à-dire dans la pratique sociale saisie théoriquement. Il ne s'agit donc pas de chercher une recette empirique pour fabriquer ce produit, la réalité urbaine. N'est-ce pas ce qu'on attend trop souvent de « l'urbanisme » et ce que trop souvent promettent les « urbanistes » ? Contre l'empirisme qui constate, contre les extrapolations qui s'aventurent, enfin contre le savoir en miettes prétendument comestibles, c'est une *théorie* qui s'annonce à partir d'une *hypothèse théorique*. A cette recherche, à cette élaboration s'associent des démarches *méthodiques*. Par exemple, la recherche concernant un *objet virtuel*, pour le définir et le réaliser à partir d'un projet, cette recherche porte déjà un nom. A côté des démarches et opérations classiques, la *déduction* et l'*induction*, il y a la *transduction* (réflexion sur l'*objet possible*).

Le concept de « société urbaine » présenté ci-dessus implique donc simultanément une hypothèse et une définition.

De même, on désignera, par la suite, en se servant des mots « révolution urbaine », l'ensemble des transformations que traverse la société contemporaine pour passer de la période où prédominent les questions de croissance et d'industrialisation (modèle, planification, programmation) à la période où la problématique urbaine l'emportera décisivement, où la recherche des solutions et des modalités propres à la *société urbaine* passera au premier plan. Parmi les transformations, certaines seront brusques. D'autres seront graduelles, prévues, concertées. Lesquelles? Il faudra tenter de répondre à cette question légitime. Il n'est pas certain à l'avance que la réponse soit claire, satisfaisante pour la pensée, sans ambiguïté. Les mots « révolution urbaine » ne désignent pas par essence des actions violentes. Ils ne les excluent pas. Ce qui peut s'atteindre par l'action violente et ce qui peut se produire par une action rationnelle, comment les départager à l'avance? Le propre de la violence, ne serait-ce pas de se déchaîner? mais le propre de la pensée, ne serait-ce pas de réduire au minimum la violence, en commençant par détruire les chaînes dans la pensée?

En ce qui concerne l'urbanisme, voici deux jalons sur le chemin qui va se parcourir :

a) Beaucoup de gens depuis quelques années ont vu dans l'urbanisme une pratique sociale à caractère scientifique et technique. Dans ce cas, la réflexion théorique pourrait et devrait porter sur cette pratique, en l'élevant au niveau des concepts et plus précisément au niveau *épistémologique*. Or l'absence

d'une telle épistémologie urbanistique est frappante. Allons-nous ici nous efforcer de combler la lacune ? Non. En effet, cette lacune a un sens. Ne serait-ce pas parce que le caractère *institutionnel* et *idéologique* de ce qui s'appelle urbanisme l'emporte jusqu'à nouvel ordre sur le caractère scientifique ? A supposer que cette procédure puisse se généraliser et que la connaissance passe toujours par l'épistémologie, l'urbanisme contemporain ne semble pas en relever. Il faudra savoir pourquoi et le dire.

b) Tel qu'il se présente, c'est-à-dire comme *politique* (avec ce double aspect institutionnel et idéologique), l'urbanisme relève d'une double critique : une critique de droite et une critique de gauche.

La critique de droite, personne ne l'ignore, est volontiers passéiste, souvent humaniste. Elle couvre et justifie une idéologie néo-libérale, c'est-à-dire la « libre entreprise », directement ou indirectement. Elle ouvre la voie à toutes les initiatives « privées » des capitalistes et de leurs capitaux.

La critique de gauche, beaucoup de gens l'ignorent encore, n'est pas celle que prononce tel ou tel groupe, club, parti, appareil, idéologue classés « à gauche ». C'est celle qui tente de frayer la voie du possible, d'explorer et de jalonner une contrée qui ne soit pas seulement celle du « réel », de l'accompli, occupé par les forces économiques, sociales et politiques existantes. C'est donc une critique *u-topique* puisqu'elle prend distance par rapport au « réel », sans pour autant le perdre de vue.

Cela dit, traçons un axe :

0 ————— 100 %

qui va de l'absence d'urbanisation (la « pure nature », la terre livrée aux « éléments ») à l'achèvement du processus. Signifiant de ce signifié, *l'urbain* (la réalité urbaine), cet axe est à la fois spatial et temporel : spatial, puisque le processus s'étend dans l'espace, qu'il modifie ; — temporel, puisqu'il se développe dans le temps, aspect d'abord mineur puis prédominant de la pratique et de l'histoire. Ce schéma ne présente qu'un aspect de cette histoire, un découpage du temps jusqu'à un certain point abstrait et arbitraire, donnant lieu à des opérations (périodisations) parmi d'autres, n'ayant aucun privilège absolu mais une égale nécessité (relative) par rapport à d'autres découpages.

Sur ce chemin parcouru par le « phénomène urbain » (en bref : l'urbain), plaçons quelques jalons. Au début, qu'y a-t-il ? Des populations relevant de l'ethnologie, de l'anthropologie. Aux alentours de ce zéro initial, les premiers groupes humains (cueilleurs, pêcheurs, chasseurs, peut-être bergers) ont marqué et nommé l'espace ; ils l'ont exploré en le balisant. Ils ont indiqué les lieux-dits, les topies fondamentales. Topologie et grille d'espace que plus tard les paysans, fixés au sol, ont perfectionnées et précisées sans en bouleverser la trame. Ce qui importe, c'est de savoir qu'en beaucoup d'endroits dans le monde, et sans doute partout où apparaît l'histoire, la ville a accompagné ou suivi de peu le village. La représentation suivant laquelle la campagne cultivée, le village et la civilisation paysanne auraient lentement sécrété la réalité urbaine, cette représentation correspond à une idéologie. Elle

généralise ce qui s'est passé en Europe, lors de la décomposition de la romanité (de l'Empire romain) et de la reconstitution des villes au Moyen Age. On peut fort bien soutenir le contraire. L'agriculture n'a dépassé la cueillette, ne s'est constituée comme telle, que sous l'impulsion (autoritaire) de centres urbains, occupés généralement par des conquérants habiles, devenus protecteurs, exploiters et oppresseurs, c'est-à-dire administrateurs, fondateurs d'un État ou d'une ébauche d'État. La *ville politique* accompagne ou suit de près l'établissement d'une vie sociale organisée, de l'agriculture et du village.

Il va de soi que cette thèse n'a pas de sens lorsqu'il s'agit des immenses espaces où survécurent interminablement un semi-nomadisme, une misérable agriculture itinérante. Il va de soi qu'elle s'appuie notamment sur les analyses et documents relatifs au « mode de production asiatique », aux antiques civilisations créatrices à la fois de vie urbaine et de vie agraire (Mésopotamie, Égypte, etc.¹). La question générale des rapports entre la ville et la campagne est loin d'être résolue.

Nous prendrons donc le risque de placer sur l'axe spatio-temporel la *ville politique* aux environs de

1. Bibliographie actuellement considérable, la question ayant rebondi depuis un célèbre article signé « Asiaticus » (in *Rinascita*, Rome, 1963). Cf. les articles de J. Chesneaux (*La Pensée*, nos 114 et 122) ; M. Godelier (*Les Temps modernes*, mai 1965). L'ouvrage de base reste K. A. Wittfogel, *Wirtschaft und Gesellschaft Chinas*, Leipzig, 1931, traduction française en 1964 sous le titre : *Le Despotisme oriental*. Textes de Marx dans les *Grundrisse* et dans *Le Capital*.

l'origine. Qui peuplait cette ville politique ? des prêtres et des guerriers, des princes, des « nobles », chefs militaires. Mais aussi des administrateurs, des scribes. La ville politique ne se conçoit pas sans l'écriture : documents, ordres, inventaires, perception de taxes. Elle est tout entière ordre et ordonnance, pouvoir. Toutefois, elle implique aussi un artisanat et des échanges, ne serait-ce que pour se procurer les matières indispensables à la guerre et au pouvoir (métaux, cuirs, etc.), pour les façonner et les entretenir. A titre subordonné, elle comprend donc des artisans et même des ouvriers. La ville politique administre, protège, exploite un territoire souvent vaste. Elle y dirige les grands travaux agricoles : drainage, irrigation, endiguements, défrichements, etc. Elle règne sur un certain nombre de villages. La propriété du sol y devient propriété éminente du monarque, symbole de l'ordre et de l'action. Toutefois, les paysans et les communautés conservent la possession effective, en payant des tributs.

Jamais absents, l'échange et le commerce doivent grandir. D'abord confiés à des gens suspects, des « étrangers », ils se renforcent *fonctionnellement*. Les lieux voués à l'échange et au commerce sont d'abord fortement marqués par des signes d'*hétérotopie*. Comme les gens qui s'en occupent et qui les occupent, ces lieux sont d'abord exclus de la cité politique : caravansérails, champs de foire, faubourgs, etc. Le processus d'intégration du marché et de la marchandise (les gens et les choses) à la ville dure des siècles et des siècles. L'échange et le commerce,

indispensables à la survie comme à la vie, apportent la richesse, le mouvement. La ville politique résiste de toute sa puissance, de toute sa cohésion ; elle se sent, elle se sait menacée par le marché, par la marchandise, par les commerçants, par leur forme de propriété (la propriété mobilière, mouvante par définition : l'argent). Mille faits en témoignent, aussi bien l'existence auprès de l'Athènes politique de la ville commerciale, Le Pirée, que les interdictions vainement répétées d'installer les marchandises sur l'agora, espace libre, espace de la rencontre politique. Lorsque le Christ chasse les marchands du temple, c'est la même interdiction, le même sens. En Chine, au Japon, les marchands restent longtemps la basse classe urbaine, reléguée dans un quartier « spécialisé » (hétérotopie). A vrai dire, c'est seulement dans l'Occident européen, à la fin du Moyen Age, que la marchandise, le marché et les marchands pénètrent en vainqueurs dans la ville. On peut concevoir qu'auparavant les marchands itinérants, un peu guerriers, un peu pillards, choisissent délibérément les restes fortifiés des villes anciennes (romaines) pour mener leur lutte contre les seigneurs territoriaux. Dans cette hypothèse, la ville politique, rénovée, aurait servi de cadre à l'action qui devait la transformer. Au cours de cette lutte (de classes) contre les seigneurs, possesseurs et dominateurs du territoire, lutte prodigieusement féconde en Occident, créatrice d'une histoire et même d'histoire tout court, la place du marché devient centrale. Elle remplace, elle supprime la place du rassemblement (l'agora, le forum). Autour

du marché, devenu essentiel, se groupent l'église et l'hôtel de ville (occupé par une oligarchie de marchands), avec son beffroi ou son campanile, symbole de liberté. A noter que *l'architecture* suit et traduit la conception nouvelle de la ville. L'espace urbain devient le lieu de la rencontre des choses et des gens, de l'échange. Il s'orne des signes de cette liberté conquise, qui semble la Liberté. Lutte grandiose et dérisoire. En ce sens, on a eu raison d'étudier en leur donnant une valeur symbolique les « bastides » du Sud-Ouest, en France, premières villes à se constituer autour de la place du marché. Ironie de l'histoire. Le fétichisme de la marchandise apparaît avec le règne de la marchandise, avec sa logique et son idéologie, avec sa langue et son monde. Au ^{xiv}^e siècle, on croit qu'il suffit d'établir un marché et de construire des boutiques, des portiques et des galeries autour de la place centrale, pour qu'affluent les marchandises et les acheteurs. On (seigneurs et bourgeois) édifie donc des villes marchandes dans des contrées incultes, presque désertiques, encore traversées par des troupeaux et des semi-nomades transhumants. Ces villes du Sud-Ouest français avortent, bien qu'elles portent les noms de grandes et riches cités (Barcelone, Bologne, Plaisance, Florence, Grenade, etc.). Quoi qu'il en soit, la *ville marchande* vient à sa place sur le parcours après la ville politique. A cette date (approximativement au ^{xiv}^e siècle en Europe occidentale) l'échange commercial devient *fonction* urbaine ; cette fonction a fait surgir une *forme* (ou des formes : architecturales et/ou urbanistiques). D'où une *structure*



littérature



philosophie



sciences



sciences humaines



idées actuelles



arts



chroniques

henri lefebvre : la révolution urbaine

Après cinquante années d'existence officieuse et dix ans d'existence officielle en France, l'urbanisme n'a pas réussi à se constituer en science. Il reste une curieuse mixture d'idéologies et de pratiques incertaines, patronnées par l'État.

En tant qu'urbanisme institutionnel, producteur d'un espace également institutionnel, il relève d'une double critique.

La critique de droite, d'inspiration libérale et prétendument humaniste, déblaye le chemin devant les initiatives privées, c'est-à-dire celles des capitaux et promoteurs capitalistes ; ceux-ci peuvent désormais entrer dans un circuit dont l'État assure la rentabilité.

Quant à la critique de gauche, elle se place du point de vue de "l'usager", c'est-à-dire de la valeur d'usage ; elle explore les possibilités de la *Société urbaine*.

Extrait de la publication

paul citroën : "métropolis", 1923.
leyde, université. photo : giraudon.